

8 mars 2015 : solidarité et lucidité !

Communiqué de presse

A l'occasion du 8 mars, Journée Internationale pour les Droits des Femmes, les élu-e-s d'ECVF rappellent que les violences faites aux femmes sont l'affaire de toutes et de tous, et au premier chef des élu-e-s qui doivent avoir l'exigence d'être eux-mêmes et elles-mêmes formé-e-s à reconnaître ces violences, afin de les combattre, d'impulser et développer partout la formation des personnels concernés, et de construire des politiques publiques adaptées.

- **Lutte contre les violences et droits des femmes**

La lutte contre les violences faites aux femmes est indissociable de la lutte pour les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons. L'autonomie financière des femmes, en favorisant leur émancipation dans tous les domaines, est un atout qui leur permet de se prémunir contre les violences et de dépasser celles qu'elles ont subies.

- **Les droits des femmes dans le monde et en France**

Cette lutte est internationale, et nous ne saurions oublier en ce jour celles qui, sur tous les continents, luttent et payent de leur vie ou de leur esclavage leurs engagements ou même parfois seulement « le malheur » d'être nées femmes.

Leur exemple nous prouve les capacités de courage, de résistance et de persévérance que les femmes développent dans les pires conditions même.

Aussi devons-nous toujours compter sur la faculté des femmes à se remettre debout après les pires épreuves, et au contraire nous défier de la tentation de les enfermer dans un stéréotype de « victimes à vie », qui peut devenir un carcan ou même une addiction.

ECVF salue à ce titre le travail des professionnel-les et des bénévoles des associations dédiées qui, partout en France, aident les femmes victimes de violence à fuir les situations de violence, à reprendre confiance en l'avenir et d'abord en elles-mêmes, à trouver en elles les ressources pour reconstruire leur vie.

- **Appel aux chercheur-e-s pour des études scientifiques indépendantes**

Aujourd'hui, pour les élu-e-s responsables de politiques publiques, ce qui fait défaut, **ce sont des études indépendantes, impartiales et scientifiques**, en l'absence desquelles se développent soit le déni, soit des conduites compassionnelles qui enferment les femmes dans une posture de victimes.

A côté de l'évaluation chiffrée du nombre des violences que l'enquête Virage devrait bientôt renseigner, nous avons besoin de véritables études scientifiques éclairant notre connaissance sur l'impact des violences sur le corps humain, en particulier au niveau psychologique et neurologique.

Nous en appelons sur ce point à la communauté des chercheur-e-s.

Les femmes des années 70 refusaient d'être renvoyées au rang de mineures par la prise de pouvoir de la société et des médecins sur leur fécondité ; elles ont conquis le droit d'être « maîtresses de leur corps ».

Refusons aujourd'hui la victimisation des femmes et reconnaissons aux femmes victimes de violence leur statut de citoyennes majeures.

Aidons-les à développer leur capacité à reconquérir le droit d'être « maîtresses de leur vie ».

Faisons-leur confiance, ayons confiance en la force de la solidarité.

Contact presse : 06 61 34 75 73

ECVF – Elu/es Contre les Violences faites aux Femmes

Tour Mantoue – 9, villa d'Este 75013 Paris

Tel : 01 44 24 54 80

Fax : 09 58 94 54 80

Courriel: contact@ecvf.fr – Site : <http://ecvf.fr>

Organisme de formation pour élu/es, agréé par décisions ministérielles depuis février 2009